



AOÛT 2021

MODERNISER SANS EXCLURE

Une exigence de bonne gouvernance centrée sur le citoyen

Par Michel PADONOU

Expert - Gouvernance et Evaluations des Politiques Publiques

Par l'audace et la ténacité comme mode de gouvernance, le Bénin gravit inexorablement les marches de la modernisation. Administration environnement, infrastructures, vie économique et sociale, paysage politique,... tout est interrogé et tout y passe comme pour rattraper le temps passé.

Des acteurs déterminés sont à l'oeuvre, audacieux et irrésistibles, qui changent chaque jour l'écosystème national. La peur, la défiance, la fatalité de la médiocrité ont déserté le forum et, désormais, rien n'est ni trop beau ni trop grand pour dessiner le nouveau visage du Bénin.

Moderniser sans exclure devient une évidence autant qu'une nécessité.

L'indicateur le plus visible de ce phénomène est l'irruption du numérique dans les démarches administratives. Dans ce contexte, tous les terminaux modernes sont interpellés. Ordinateurs et téléphones portables notamment sont devenus les médiateurs incontournables de la simplification destinés à rapprocher les citoyens des services publics.

Singulièrement, le téléphone portable, présent dans la quasi-totalité des poches, est la marque de la modernité pour une très grande partie de la population. Il est même le signe d'une inexorable marche en avant et un facteur de simplification de la vie des citoyens. L'on peut donc rapidement conclure que le numérique rapproche l'administration du citoyen. Mais quel citoyen ?

Paradoxalement, beaucoup de détenteurs de téléphones portables voire d'ordinateurs sont frappés d'illettrisme numérique autrement appelé illectronisme. Ainsi, si téléphoner n'a aucun secret pour eux, affronter les complexités techniques exigées par la dématérialisation est une montagne infranchissable.

Quand le téléphone portable fabrique le citoyen du Monde



En ouvrant les horizons les plus lointains, le téléphone portable a fait de l'africain, un citoyen du monde. Et le béninois excelle dans l'appropriation de cet interface.

Qu'importent les excès des réseaux sociaux, les régulations interviendront avec le temps, comme pour tout phénomène nouveau de masse. Pour l'heure, le citoyen universel prend sa part dans les débats d'un monde sans frontière.

Les barrières sont tombées et le Bénin, comme nombre de pays africains, vit un incroyable âge d'or grâce au téléphone portable. Il est aujourd'hui rare de trouver un citoyen sans cet outil de modernité qui, s'imposant sans violence comme jadis le transistor, est devenu d'une banalité étonnante. Tout le monde ou presque possède et utilise cet outil magique qui brise les distances par la voix et l'image.

Mobile money tient lieu d'interface bancaire, faisant ainsi un magistral pied de nez aux réticences des établissements bancaires toujours absents dans les zones rurales et les petites villes, toujours peu enclins à s'y implanter. Qu'importe, envoyer ou recevoir de l'argent depuis le village par le téléphone mobile est devenu d'une confondante banalité que ne connaissent pas nombre de villages européens. Dans la marche vers la modernité, le mobile en Afrique a même fait sauter, pour beaucoup, l'étape de l'ordinateur qui continue d'être une difficulté pour les populations non lettrées. Il réduit les inégalités et donc les exclusions.

Ainsi, le train de la modernisation est lancé. Et de plus en plus de béninois y prennent place à chaque arrêt. Mais comment faire pour que tout le monde puisse y monter et utiliser pleinement les avantages offerts dans la grande aventure des simplifications administratives ? Telle est la question soulevée à travers "moderniser sans exclure".

Le défi de la scolarisation globale reste à relever

L'école est entrée dans tous les villages du Bénin, pour donner accès à la connaissance et à la modernité. Mais l'échec scolaire, l'illettrisme et l'analphabétisme et, aujourd'hui, l'illectronisme[1], restent des réalités qui produisent des citoyens pour lesquels l'ascenseur de la modernité reste encore un rêve inaccessible. Et l'exode rural précipite cette évidence au coeur de toutes les villes voire dans les abîmes de la méditerranée pour ceux qui croient aux mirages lointains. Ainsi, campagnes et villes abritent durablement des hommes et des femmes condamnés à rester éloignés d'une partie de la citoyenneté moderne en marche, en marge du principe constitutionnel d'égalité. Comment résoudre cette équation pour un état de droit juste envers tous ses citoyens aujourd'hui ? Comment intégrer, pour demain, cette nécessité de la modernité numérique dans les missions de l'école ? Comment prendre en compte la cohorte des exclus du mouvement inexorable de la modernité ? Comment leur permettre l'accès de plus en plus simplifié au service public moderne ?

Et si la Commune était l'interface contre l'exclusion issue de la modernisation !

En effet, la commune est ontologiquement le lieu d'enracinement et de proximité de tout citoyen: lieu de naissance et de première vie, lieu de domiciliation des actes de la vie à travers l'état civil, souvent lieu de repos ultime à la fin de la vie, qui devra aussi figurer à l'état civil. Pourquoi ne serait-elle pas le lieu de remédiation de la fracture numérique pour les citoyens éloignés des outils de la modernisation ?

1 Illectronisme : inhabileté numérique ou illettrisme numérique ou encore illettrisme électronique : c'est la difficulté, voire l'incapacité que rencontre une personne à utiliser les outils numériques (Wikipédia)

Par nature et par vocation, notamment depuis la décentralisation, la mission de toute commune est de répondre, en proximité, aux exigences et attentes de tous les citoyens de son territoire. Cette proximité devrait permettre, en principe, la prise en compte des citoyens exposés au risque d'exclusion de la modernisation et, naturellement, faire partie des ses obligations du service public communal.

L'irruption récente de la nécessité de la qualité dans le service public et du service public plante le nouveau décor des collectivités locales en inscrivant d'emblée les attentes et exigences des citoyens et leur satisfaction dans les attendus de la bonne gouvernance[2].

Il appartient, par conséquent, à chaque collectivité locale, de trouver le moyens d'intégrer tous ses citoyens dans la modernité : un service dédié avec des agents formés ici ; des ambassadeurs du lien moderne là ; des espaces de citoyenneté moderne ailleurs ; la case de la citoyenneté moderne là... Il appartiendra à chaque collectivité de trouver la dénomination et la forme les plus appropriées à son contexte et à ses populations avec efficacité, pertinente et efficience. Cette bienveillance citoyenne serait une nouvelle pierre posée pour la réconciliation des administrations avec les citoyens sans exclusion. A contrario, il ne serait ni compréhensible ni acceptable, que la modernisation condamne des citoyens à l'exclusion dans leurs relations avec l'administration voire avec leurs droits.

Moderniser sans exclure, une exigence nationale.

En plaçant son second mandat sous le sceau du social, nul doute que le Président Patrice TALON prend aussi le pari de combler le fossé entre ceux qui maîtrisent les outils et les arcanes de la modernité numérique et les autres.

En s'appuyant sur la proximité des communes avec les citoyens, il ouvre tous les champs du possible de sorte que, des collectivités aux services de l'Etat central, l'écoute et la prise en compte de tous les compatriotes deviennent l'un des indicateurs les plus forts d'un service public de qualité.



Conclusions en forme d'espérance.

Gageons que, pour les communes comme pour l'Etat, aucun citoyen ne soit plus laissé pour compte de la modernité.

Gageons qu'ainsi tous les citoyens béninois aient droit à un service public bienveillant, équitable, efficace, efficient, véritable rempart contre l'exclusion du fait de la modernisation.

Gageons enfin que moderniser sans exclure permette de baisser de plusieurs crans les barrières séculaires de méfiance et de défiance des plus faibles envers le service public, au bénéfice de l'Etat Moderne en construction.



Elu local - Expert en Gouvernance et Evaluation des Politiques Publiques